

L'ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU CANADA*

Par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. L. B. Pearson

EN MAI DERNIER, un contingent additionnel de 5,500 hommes arrivait du Canada en Corée pour se joindre au régiment d'infanterie légère de la Princesse Patricia, qui faisait déjà partie des troupes des Nations Unies. Une autre brigade-groupe qui est actuellement à l'instruction à Valcartier, près Québec, ira vraisemblablement d'ici à la fin de l'année grossir les rangs de l'armée atlantique du général Eisenhower, en Europe occidentale. La présence de nos troupes dans des régions aussi éloignées du sol canadien, à une époque que l'on peut tout juste dire une époque de paix, éclaire sans doute mieux que quoi que ce soit l'orientation qu'a prise la politique étrangère du Canada.

A certains égards, la transformation de notre politique étrangère est aussi remarquable que celle, analogue mais d'une importance immensément plus grande, de la politique étrangère des États-Unis. L'abandon par les États-Unis de leur politique d'isolement — qui a déjà donné lieu à un grand nombre de gestes politiques de la plus haute inspiration — est l'un des faits importants de l'histoire contemporaine. Il faut dire que, malgré cette brusque transition, divers aspects de l'expérience américaine préparaient quelque peu les États-Unis aux énormes responsabilités qui leur incombent maintenant. Il y a au moins un demi-siècle que les États-Unis sont devenus une grande puissance. Au cours de cette période, en plus d'avoir des possessions outre-mer, ils ont exercé dans plusieurs parties du monde une grande influence politique. Leur politique économique et commerciale, depuis longtemps déjà, avait des répercussions partout. Au surplus, leur puissance est maintenant aussi grande que leurs responsabilités. Ils sont incontestablement à la tête de la coalition des États libres.

Le Canada, lui, n'est pas une grande puissance. Il n'a même pas de possessions outre-mer. Ce n'est qu'occasionnellement que sa voix peut peser d'une façon sensible sur la politique du monde libre. L'explication première de la position actuelle du Canada dans les affaires internationales, comme celle des problèmes propres à la diplomatie canadienne, réside en ce que, malgré ces limites à sa puissance et à son influence, il a accepté de lourdes responsabilités internationales.

Jusqu'à la seconde guerre mondiale, l'activité des gouvernements canadiens en matière de relations extérieures visait avant tout à donner au Canada le statut de nation parmi les autres pays du monde. Mais la période qui suivit le succès de ces efforts (et au cours de laquelle il fut théoriquement possible pour le Canada de rester neutre dans une guerre générale) a été de brève durée: en fait, du début des années 30 au 10 septembre 1939, date de la déclaration de guerre du Canada à l'Allemagne. Dès lors, pendant six ans, le Canada a consacré toutes ses ressources à la poursuite de la guerre mondiale; par la suite, il s'est trouvé de plus en plus engagé dans les problèmes mondiaux; plus récemment, enfin, il a assumé en matière de sécurité collective des obligations aux lointaines conséquences. Pendant toutes ces années, les questions intéressant notre statut national ont dû céder le pas aux exigences de la sécurité nationale et de l'action internationale orientée vers la sécurité collective. C'est la même situation qu'ont connue d'autres États qui participaient depuis bien plus longtemps aux affaires internationales.

La principale raison de la prédominance que prend ainsi la sécurité nationale et collective, c'est la menace de l'impérialisme soviétique. La gravité du danger s'est

* Début d'un article reproduit, en deux tranches, du numéro d'octobre 1951 de *Foreign Affairs*, revue publiée par le Council on Foreign Relations, à New-York. La seconde partie paraîtra dans le numéro de novembre d'Affaires extérieures.